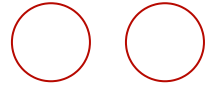


Menu



ir e
journa.

S'ABONNER



POLITIQUE ÉCOLOGIE SOCIÉTÉ IDÉES CULTURE

Ultragauche : l'ombre de Tarnac plane sur « l'affaire du 8 décembre »

[Police / Justice / Permis de lutter](#)

#Justice #Tarnac #Extrême gauche

Après quatre semaines de procès, deux lectures s'opposent radicalement : une association de malfaiteurs terroriste pour le parquet, un procès politique pour la défense. Dont les avocats ont globalement plaidé la relaxe et pointé l'inexistence de projet et donc d'intention.

Décision attendue le 22 décembre.

Nadia Sweeny • 31 octobre 2023

Partager



:



© Marione Lozano / Unsplash.

Dès les premières minutes du procès commenc tribunal – qui doit juger sept personnes accusés terroriste en lien avec l’ultragauche dans l’affaire d’imposer tout au long des débats une sorte d’a d’école. On sentait **l’inquiétude du débordement** dans la salle. Les soutiens étaient nombreux, des rassemblements avec prise de paroles ont eu lieu. L’intention des journalistes ont été déposées sur le rendu compte de la teneur des débats jour après jour. Une mobilisation en soutien à des personnes mis en cause devant le tribunal de Paris.

› **Sur le même sujet :** Ultragauche : le procès a du 8 décembre »

Des jeunes aux coupes de cheveux improbables piquant parfois du nez, bercés par la longueur n mois. Réveillés par les sifflements d'imitation de parole pour enfoncer les prévenus, les applaudis défense contre argumentent. Et les **éclats de ri** magistrats, même ceux du parquet, s'y sont aus traduisaient un **sentiment de ridicule** diffus fac *on vraiment là ?* » se demande-t-on presque. « *C font peur* », pointe M^e Lucie Simon, avocate de l a requis trois ans de prison dont deux avec surs

« C'est à vous qu'on veut faire peur »

Et pourtant, le dossier ne manquait pas d'éléme tentatives, pour certains, de fabriquer de l'expl confinement. Un expert, cité à la barre par le pa ajoutant éventuellement certains produits retr pourrait, si on le voulait, gravement toucher la p exclusivement choisi par lui-même, « *au hasard* où siège le ministère de la Justice. « *C'est à vou* l'adresse des trois juges M^e Camille Souleil-Balc chez Eurodisney qui fabriquait des effets spéci procureur a requis contre lui cinq ans de prison

Il y a aussi ces quelques armes de chasse dont la
quelques parties d'airsoft pratiqué par certains
pas tous les uns les autres. Dans ce milieu où be
on va, on vient d'un terrain à l'autre. Les rencon
une magistrature et son monde rigide d'appréh

Puis il y a ces discussions alcoolisées en plein cc
insulte la police, l'État, le capitalisme. On se dit
mort. Puis s'ajoutent ces lectures subversives s
guérilla. Dans les discussions, on remet en ques
en place. On se dit qu'en vrai, on aimerait bien c
pas que de ça : seuls 0.71 % des sonorisations d
par la DGSI, on se demande si tout ça est lié dar
explosifs, c'est pour des effets spéciaux ou pour

Le revenant

D'autant que le profil de Florian D. **inquiète**. Il e
parquet criminalise l'engagement militaire cont
Florian est d' « *armer* » et de « *former les autres*
France. Il a requis la peine la plus lourde contre
réincarcération après seize mois de détention p
par la police, Florian est clair : « *Si ça part en co
nouveau pouvoir fasciste en place (...) tant que
nous d'avancer les pions militairement.* » Et M^e
armée terroriste attend que la société soit prêt

Certes, mais certains éléments matériels de ce ceux qui passent d'habitude dans ce tribunal sp terroriste : l'airsoft, les armes à feu, comme dan droite. Ou le « revenant » de la zone irako-syrie dossiers djihadistes. « *Dans ce dossier, il y a bea concède Maître Simon. Mais vous n'avez pas le association de malfaiteurs terroriste (AMT) : ve projet.* » Or pour qu'une AMT soit constituée il **l'intentionnalité terroriste**. Alors les services (Tenter de relier ces mis en cause avec l'héritage des cellules de feu – groupe terroriste grec à l'o *lève toujours – Guérilla* retrouvé dans l'ordina

« *La DGSJ nous dit qu'ils vont avoir un passage : mais quelle est leur idéologie ?* » s'agace M^e Émi pour lequel le parquet a demandé quatre ans de dénonce des **sylogismes faciles**. « *Il est désorn société : on fantasme les anarchistes, le couteau immuable : attaquer les policiers* ». Mais de que concrètement : un commissariat, des policiers a quel but concret ? Aucun élément ne vient répo

Une « conception extensive de l'actio

« *Ça me rappelle l'affaire Tarnac* » plaidé M^e Luc dix ans hante ce procès depuis les tout premier lumière crue l'aspect le plus sensible du débat : **politique et terrorisme**. Une confusion largem

l'Intérieur entre le tout et l'une de ses parties. Si politique, toute violence politique n'est pas terr alors tous débordements qui « *troublent l'ordre* devenir et ceux qui en sont les acteurs en être a désobéissance civile, la tactique du black bloc, l manifestants contre la réforme des retraites, le

› **Sur le même sujet :** Tarnac : Le fiasco de l'ant

Dans l'affaire Tarnac, démarrée en 2008 sous la s'agissait déjà pour le ministère public de **tente** altermondialiste. Il était reproché au groupe mi d'engagement idéologique. La même appétence « *recherche du conflit avec les forces de l'ordre protestation pacifique vers une véritable bataill* écritures du ministère public de l'époque, assur *l'action terroriste* ».

Une conception à laquelle la justice française a requalifiant les faits reprochés et en écartant ce d'instruction de l'époque, « *les faits de violence dépositaires de l'autorité publique à l'occasion l'ordre lors de manifestations font l'objet de po* ne sauraient à eux seuls, caractériser des infrac lire dans l'ordonnance de renvoi devant le tribu pu consulter.

Des idées ne suffisent pas à caractériser

Il a rappelé que « *l'idée du groupe de Tarnac servait non pas d'intimider et terroriser la population, mais de rallier à ses vues* », avant de préciser que « *ce ne suffit pas à constituer l'association de malfaiteurs de réprimer 'les propagandistes des idées' mais les faits* ». Et la ligne était tracée : des idées – aussi vagues – ne suffisent pas à caractériser une intention terroriste. Le doute vient-il remettre en question cette ligne tracée ?

Dans son réquisitoire, le parquet a tenté de **balayer** que Tarnac concernait des faits « *de basse intensité* » tandis que dans ce dossier, « *ils sont de haute intensité* ». Il répond toujours pas à la question du projet et précise que « *On qualifie de terroriste nos ennemis avec qui nous sommes en lutte* ». Le procureur général a plaidé M^e Raphaël Kempf. Il s'est étonné du fait que le procureur général du PNAT ne communique pas sur sa **doctrine** dans ces dossiers. Pourquoi tel dossier et pas un autre ? Dans [Cahiers de la justice](#) en 2021, Jean-François Ricard, directeur de l'Institut antiterroriste, faisait état de cette « *doctrine* » qui

Politis avait démarché le PNAT en janvier 2023 sans la connaissance de ces éléments. Celui-ci n'a pas conscience de ce qu'il a fait et *s'est autonomisé de la loi pour décider de manier des armes à feu et de qualifier de terroriste et ce qui ne l'est pas* », en conclut M^e Kempf. L'aspect **politique** de ce procès ne fait aucun doute. Le procureur général a dit ce mot avant la mise en délibéré, les mis en cause et

quelconque volonté terroriste. « *Je n'ai jamais eu Camille B. Mais je suis fière des luttes politique défends. Je sais qui je suis et je partirai de ce tri rendue le 22 décembre.*

Recevez Politis chez vous chaque semaine



Par Nadia Sweet

Débat des lecteurs

Urgence climatique : approuvez-vous les

Oui

24 votes - [Voir le r](#)



Antinea Aries

1,8 k points Opposant

Oui

il y a 2 mois

oui, car comment se faire entendre ? Comment tenter de faire bouger les choses ? Les actions individuelles sont bien car cela aide la population à pr...[Lire plus](#)

[Lire 15 arguments Oui](#)